



## « Les causes de la révolution tunisienne dépassent largement Ben Ali et son parti. »

Entrevue de Mohamed Hassan par Grégoire Lalieu et Michel Collon

Par [Mohamed Hassan](#), [Grégoire Lalieu](#), et [Michel Collon](#)

Mondialisation.ca, 01 février 2011

[Michel Collon info](#) 1 février 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

*Les Tunisiens ont fait tomber le dictateur Ben Ali. Aujourd'hui, ils continuent à lutter contre ses hommes à la tête du gouvernement de transition. Dans ce nouveau chapitre de notre série « Comprendre le monde musulman », Mohamed Hassan nous explique les enjeux de la révolution tunisienne et ses causes profondes : comment le nationalisme libéral prôné par Bourguiba a soumis la Tunisie aux intérêts occidentaux, plongeant le peuple dans la précarité ; comment un Etat répressif s'est mis en place pour maintenir ce système ; pourquoi les dictatures du monde arabe sont amenées à tomber ; et comment l'islamisme est devenu le préservatif de l'impérialisme.*

**En décembre 2010, des révoltes éclatent en Tunisie. Un mois plus tard, le président Ben Ali fuit le pays après vingt-trois ans de règne. Quelles sont les causes de cette révolution ? Et pourquoi ce mouvement populaire est-il parvenu à faire tomber le dictateur là où d'autres tentatives ont échoué ?**

Pour qu'il y ait une révolution, il faut que la population refuse de vivre comme avant et que la classe dirigeante ne soit plus en mesure de gouverner comme avant. Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur de fruits et légumes, s'est immolé par désespoir après que des policiers lui aient confisqué sa marchandise et que les autorités locales l'aient empêché de travailler. Les conditions étaient réunies pour qu'une révolution éclate en Tunisie, et le suicide de Bouazizi a été l'élément déclencheur.

En effet, les Tunisiens ne voulaient plus vivre comme avant : ils n'acceptaient plus la corruption, la répression policière, le manque de libertés, le chômage, etc. Par ailleurs, la classe dirigeante ne pouvait plus gouverner comme avant. La corruption sous Ben Ali avait pris une ampleur phénoménale alors que la majorité de la population devait affronter la précarité. Pour maintenir cette situation, la répression policière devait se faire plus forte mais elle avait atteint ses limites. L'élite au pouvoir était complètement déconnectée du peuple pour qui il n'y avait aucun interlocuteur. Par conséquent, lorsque les révoltes populaires ont éclaté, la classe dirigeante n'avait d'autre choix que de réprimer dans la violence. Mais face à la détermination du peuple, la répression a atteint sa limite. C'est d'ailleurs une des clés de la réussite de la révolution populaire tunisienne : elle est parvenue à toucher tous les segments de la société, y compris des membres de l'armée et de la police qui ont sympathisé avec les manifestants. L'appareil répressif ne pouvait donc plus fonctionner comme avant lui non plus. Si une révolte survient mais qu'elle n'est pas capable de combiner les différents segments de la société, elle ne pourra pas déboucher sur une

véritable révolution.

### **Même après le départ de Ben Ali, les protestations continuent. La situation que les Tunisiens refusent n'est donc pas le fruit d'un seul homme ?**

Aux pancartes « Ben Ali dégage » ont succédé les pancartes « RCD dégage ». Les Tunisiens s'en prennent au parti politique du président car ils craignent de voir un de ses hommes prendre le pouvoir. Mais en réalité, les causes profondes qui ont mené les Tunisiens à se révolter dépassent largement Ben Ali et le RCD. Il ne suffit donc pas de virer le président pour que le peuple gagne sa liberté et améliore ses conditions d'existence.

La corruption, le chômage, les inégalités sociales... Ce sont les effets de la domination impérialiste de l'Occident sur la Tunisie. Car la Tunisie, après son indépendance, est devenue un projet des Etats-Unis.

### **Qu'entendez-vous par impérialisme ?**

L'impérialisme est le processus par lequel les puissances capitalistes dominent politiquement et économiquement des pays étrangers. Les multinationales occidentales pillent les ressources des pays d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie. Elles y trouvent des débouchés pour les capitaux qu'elles accumulent et y exploitent des mains-d'œuvre bon marché. Je dis que les multinationales pillent car elles n'achètent pas les ressources à leur juste valeur et les populations locales ne profitent pas de ces richesses. Et ce pillage ne serait pas possible si dans ces pays exploités, il n'y avait pas des dirigeants pour défendre les intérêts des multinationales. Ces dirigeants s'enrichissent au passage. Ils constituent ce qu'on appelle la bourgeoisie compradore. Ils n'ont pas de vision politique pour leur propre pays, ne produisent pas de richesses et ne développent pas de véritable économie. Mais ils s'enrichissent personnellement en commerçant les ressources de leur pays avec les multinationales. Evidemment, le peuple est la grande victime dans tout ça !

Lorsque vous êtes un nationaliste anti-impérialiste par contre, vous cherchez à vous développer par vous-même. Vous nationalisez les secteurs-clés de votre économie plutôt que d'en laisser la gestion à des sociétés étrangères. Vous créez ainsi une économie nationale dans le pays et vous lui permettez de croître sur base de l'indépendance. C'est ce que j'appelle une révolution nationale démocratique : nationale car indépendante des puissances impérialistes, démocratique car contre le féodalisme et les éléments réactionnaires du pays.

Pourtant, Bourguiba, le premier président tunisien, était considéré comme un socialiste. Et sous son règne, l'Etat jouait un rôle très important dans l'économie.

Le parti politique de Bourguiba n'avait de socialiste que le nom. Si l'Etat jouait un rôle important, ce n'était qu'au profit d'une élite seulement. C'est ce qu'on appelle le capitalisme d'Etat. De plus, Bourguiba a systématiquement éliminé tous les éléments progressistes et anti-impérialistes au sein de son parti. De telle sorte que ce parti est devenu le parti d'un seul homme, complètement soumis à l'impérialisme US.



*Habib Bourguiba, grand acteur de la lutte pour l'indépendance, a été président de la Tunisie de 1957 à 1987*

## **En quoi la Tunisie était-elle importante pour les Etats-Unis ?**

Pour bien comprendre l'importance de ce pays dans la stratégie US, nous devons analyser le contexte politique du monde arabe dans les années 50 et 60. En 1952, des officiers renversent la monarchie du roi Farouk en Egypte et proclament la république. Avec Nasser à sa tête, l'Egypte devient la base du nationalisme arabe avec des idées révolutionnaires inspirées du socialisme. Comme en témoigne la nationalisation du canal de Suez, l'arrivée de Nasser au pouvoir est un coup dur pour l'Occident car la politique du président égyptien est en contradiction totale avec les visées hégémoniques des puissances occidentales au Proche et au Moyen-Orient. Pire encore : les idées anti-impérialistes de Nasser font des émules dans la région. Au Yémen par exemple, où en 1962, une révolution divise le pays, le Sud devenant un bastion du mouvement révolutionnaire arabe. La même année, l'indépendance de l'Algérie envoie un signal fort à l'Afrique et au Tiers-Monde, mettant les puissances impérialistes en alerte. Notons également en Lybie le coup d'Etat de Kadhafi en 1969. Le colonel prend le pouvoir et nationalise d'importants secteurs de l'économie, au grand dam de l'Occident. La même année, la révolution islamique en Iran fait tomber le shah, l'un des plus importants piliers de la stratégie US au Moyen-Orient.

Bref, à cette époque, un mouvement anti-impérialiste très fort défie les intérêts stratégiques des Etats-Unis dans le monde arabe. Heureusement pour Washington, tous les pays de la région ne suivent pas la voie de Nasser. C'est le cas de la Tunisie. En 1957, un an après l'indépendance tunisienne, Bourguiba est l'un des premiers dirigeants arabes à écrire dans la prestigieuse revue US, *Foreign Affairs*. Le titre de l'article ? Le nationalisme, meilleur antidote du communisme. Pour les Etats-Unis qui veulent contrer l'influence de Nasser, c'est du pain béni ! Bourguiba écrit dans son article : « En ce qui la concerne, la Tunisie a choisi sans équivoque de faire sa voie dans le monde libre de l'Occident ». Nous sommes en pleine guerre froide. Les Soviétiques soutiennent Nasser dont l'influence prend de l'ampleur dans la région. Et les Etats-Unis ont besoin d'agents pro-impérialistes comme Bourguiba pour ne pas perdre le contrôle stratégique du monde arabe.



*Nasser annonce la nationalisation du Canal de Suez en 1956*

## **Peut-on être à la fois nationaliste et pro-impérialiste ?**

Bourguiba était un nationaliste libéral avec des idées anti-communistes qui l'ont conduit à rejoindre le camp impérialiste de l'Occident. En fait, je considère Bourguiba comme le George Padmor arabe. Padmor était un leader panafricain originaire des Caraïbes. En 1956, il a écrit un livre intitulé *Panafricanisme ou communisme : le combat à venir en Afrique*. Tout comme Bourguiba, il nourrissait des idées anti-communistes et même s'il se déclarait nationaliste, sa vision politique était largement inféodée aux intérêts des puissances impérialistes. Le nationalisme servait en fait de couverture, leur politique étant loin d'être indépendante. Padmor a eu une grande influence sur le premier président du Ghana, Kwame Nkrumah, l'un des instigateurs de l'Union Africaine. Ses idées pro-impérialistes ont ainsi pu se répandre sur tout le continent avec le résultat que l'on voit aujourd'hui : on fête un peu partout des cinquantenaires d'indépendance en Afrique mais beaucoup d'Africains savent qu'ils ne sont jamais devenus indépendants. Le président Nkrumah lui-même regretta plus tard d'avoir suivi les conseils de Padmor.

En Tunisie aussi, la soumission aux intérêts impérialistes s'est vite fait ressentir et il s'est avéré que le nationalisme prôné par Bourguiba n'était qu'une façade. Dans les années 70 par exemple, le président a fait passer toute une série de mesures censées attirer les investisseurs étrangers : exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant dix ans, exonération de tous droits et taxes pendant vingt ans, exonération de l'impôt sur le revenu des valeurs immobilières, etc. La Tunisie est ainsi devenue un vaste atelier des multinationales occidentales, ces dernières rapatriant les bénéfices réalisés.

### **La Tunisie n'a-t-elle pas tout de même connu certains progrès appréciables sous Bourguiba ?**

Oui, il y a eu des avancées positives : éducation, condition des femmes, etc. D'abord parce que la Tunisie comptait des acteurs progressistes dans son élite, mais ils ont vite été écartés. Ensuite, parce que la Tunisie devait être parée de sa plus belle robe. En effet, ce pays jouait un rôle majeur dans la stratégie des Etats-Unis pour contrer l'influence du communisme dans le monde arabe. Mais qu'aviez-vous de l'autre côté ? Des mouvements révolutionnaires progressistes qui avaient fait tomber des monarchies arriérées et qui bénéficiaient du soutien populaire. Vous ne pouviez pas contrer ce mouvement en prônant un système féodal. L'Arabie Saoudite y est parvenue car elle pouvait utiliser l'argent de son pétrole pour ça. Mais la Tunisie, ne pouvant compter sur de telles ressources, devait donner une certaine image progressiste. Dans la lutte contre le communisme, elle était censée représenter la réussite d'un pays du Tiers-Monde ayant choisi la voie du nationalisme libéral.

Mais l'envers du décor était moins flatteur. Comme je l'ai dit, Bourguiba a systématiquement éliminé les éléments progressistes qui ne suivaient pas ses pas. Les éléments anti-impérialistes qui voulaient une Tunisie indépendante tant sur le plan économique que politique, ceux qui voulaient affirmer leur propre position dans le Tiers-Monde et sur le conflit israélo-palestinien, tous ont été combattus. La Tunisie a en fait été utilisée comme un laboratoire des puissances impérialistes. Et ce qui était censé représenter la réussite du nationalisme libéral est devenu une dictature.

### **Lorsque Ben Ali succède à Bourguiba en 1987, poursuit-il sur la même voie ?**

Tout à fait. On peut même dire que la soumission aux intérêts occidentaux s'est accentuée. Ben Ali était un pur agent de l'impérialisme US. En 1980, en tant qu'ambassadeur en Pologne, il a même servi de relais entre la CIA et Lech Walesa, le dirigeant syndicaliste qui luttait contre l'Union Soviétique.

En 1987, lorsque Ben Ali prit la présidence de la Tunisie, le pays était très endetté par la crise capitaliste de 1973. De plus, à cette époque, les idées de Milton Friedman et des ses Chicago Boys étaient très en vogue. Ces économistes ultralibéraux pensaient que le marché est une entité capable de s'autoréguler et que l'Etat ne doit surtout pas s'immiscer dans l'économie. L'élite technique tunisienne provenant en grande partie des écoles US était très influencée par les théories de Friedman. Ben Ali abandonna donc le capitalisme d'Etat en vigueur au début de l'ère Bourguiba. Sous la supervision du FMI et de la Banque mondiale, il entama un programme de privatisations beaucoup plus massif que ce que son prédécesseur avait déjà amorcé dans les années 70.

### **Quels furent les effets de cette nouvelle politique économique ?**

Tout d'abord, la privatisation de l'économie tunisienne a permis à Ben Ali et sa belle-famille, les Trabelsi, de s'enrichir personnellement. La corruption a atteint un niveau très élevé et la Tunisie est devenue un pays totalement soumis à l'impérialisme, dirigé par une bourgeoisie compradore. Evidemment, Ben Ali et son clan ne disposaient pas de beaucoup de matières premières à brader aux multinationales occidentales. Mais ils ont profité du système d'éducation mis en place sous Bourguiba pour développer une économie de services. En effet, la main-d'œuvre tunisienne est très diplômée et bon marché à la fois. Elle attire donc les investisseurs étrangers.

Le tourisme s'est également fort développé au point de devenir le pilier de l'économie tunisienne. On voit là le manque de vision politique de l'élite. En effet, aucun pays ne peut développer son économie sur base du tourisme s'il n'a pas d'abord développé une base économique nationale. L'industrie du tourisme consomme énormément mais rapporte très peu au peuple tunisien. Imaginez plutôt : pendant que des touristes occidentaux consomment des hectolitres d'eau pour se prélasser dans des piscines, des jacuzzis ou des terrains de golf, les pauvres paysans dans le sud du pays affrontent l'assèchement des sols.

Mais il n'y a pas que les paysans qui ont souffert de cette politique. Globalement, les conditions sociales du peuple tunisien se sont détériorées pendant que l'entourage du président a amassé une fortune colossale. Tout le monde savait que le régime était corrompu. Alors, pour maintenir ce système, le régime devait empêcher toute contestation. La répression est devenue encore plus brutale sous Ben Ali : la simple critique ou même le désir de modernité et d'ouverture n'étaient plus autorisés. Une telle situation ne pouvait mener qu'à la révolte populaire. De plus, en voulant monopoliser pour son clan les richesses du pays, Ben Ali s'est également attiré les foudres d'une partie de la bourgeoisie traditionnelle tunisienne.

**Vous dites que la répression politique était très forte. Y a-t-il quand-même aujourd'hui, des forces d'opposition capables de guider la révolution populaire maintenant que Ben Ali est tombé ?**

Les véritables partis d'opposition étaient bannis sous Ben Ali. Cependant, certains ont continué à exister en sous-terrain. Par exemple, le premier parti communiste tunisien ne pouvait pas vivre au grand jour et s'organiser comme n'importe quel parti politique en démocratie. Mais il a continué à fonctionner en secret à travers des associations de la société civile (professeurs, fermiers, médecins, prisonniers...). Le PTPD a ainsi pu se constituer une base sociale et a tiré une solide expérience de cette période. C'est exceptionnel dans le monde arabe.

Je pense que deux défis majeurs attendent maintenant les partis d'opposition. Tout d'abord, il leur faut sortir de l'ombre et se faire connaître du grand public en Tunisie. Ensuite, ils doivent organiser un front de résistance à l'impérialisme. En effet, les puissances impérialistes cherchent à maintenir le système Ben Ali sans Ben Ali. On le voit maintenant avec le gouvernement d'union nationale que les Tunisiens rejettent, ce qui est très positif. Mais les puissances impérialistes ne vont pas s'arrêter là. Elles vont certainement chercher à imposer une commission électorale internationale pour appuyer les candidats qui défendront aux mieux leurs intérêts. Il est donc nécessaire de résister à l'ingérence en créant un front uni pour construire une véritable démocratie.

**Les partis d'opposition sont-ils capables de surmonter leurs divergences pour créer un tel front ?**

Je sais que certaines formations politiques étaient réticentes à l'idée de s'associer au mouvement islamo-nationaliste Ennahda. Ce mouvement est apparu dans les années 80. Il prônait une ligne anti-impérialiste et de fait, a subi la répression politique. Pourquoi ne pas associer Ennahda dans un front de résistance à l'ingérence des puissances étrangères ? La Tunisie est un pays musulman. Il est donc normal qu'une force politique émerge avec une tendance islamo-nationaliste. Vous ne pouvez pas empêcher cela.

Mais chacun de ces mouvements doit pouvoir être étudié séparément, avec ses propres spécificités. C'est ce qu'ont fait les communistes du PTPD. Ils ont étudié scientifiquement les conditions objectives qui s'appliquent à la Tunisie. Leur conclusion est que les communistes et les islamo-nationalistes ont été victimes de la répression politique et que, même si leurs programmes divergent, ils partagent une base commune : ils veulent la fin de la dictature et l'indépendance de la Tunisie. Les communistes ont donc proposé une alliance avec les islamo-nationalistes il y a déjà bien longtemps. Bien sûr, le PTPD ne veut pas faire de la Tunisie un Etat islamique. Son programme politique diffère de celui d'Ennahda. Mais c'est le peuple tunisien qui devra juger démocratiquement de ces différences. Les élections doivent être un concours ouvert à tous. Voilà la vraie démocratie.

**Justement, les partis d'opposition se sont rassemblés dans le front du 14 janvier pour lutter contre le gouvernement intérimaire de Mohamed Ghannouchi, un homme de main de l'ancien président Ben Ali. Un signe encourageant ?**

Tout à fait, la Tunisie est sur la bonne voie : tous les partis d'opposition bannis jusqu'ici ont créé un front uni pour empêcher que le système de Ben Ali se maintienne sans Ben Ali. Soulignons également le rôle joué par la base du syndicat UGTT. La tête de ce syndicat autorisé sous Ben Ali était corrompue et collaborait avec l'Etat-policier. Mais depuis, la base du syndicat a fait pression sur ses dirigeants et les membres de l'UGTT qui faisaient partie du gouvernement de transition ont démissionné. Même s'il reste beaucoup à faire, la démocratie gagne les institutions tunisiennes sous la pression du peuple.

Les puissances occidentales s'opposent à cela. Elles veulent imposer en Tunisie une démocratie de basse intensité où seuls les « bons » candidats auraient le droit de se présenter aux élections. Si vous regardez le type de démocratie que les Etats-Unis apprécient, vous tomberez sur l'Ethiopie. Le gouvernement US a fourni 983 millions de dollars à ce pays de la Corne de l'Afrique pour l'année 2010. Cette même année, le premier ministre Meles Zenawi, en poste depuis 16 ans, a été réélu avec 99,5 pour cent des voix ! C'est encore mieux que Ben Ali ! La réalité est là : derrière leurs beaux discours de soutien au peuple tunisien, les puissances occidentales continuent de soutenir activement beaucoup d'autres Ben Ali dans le monde.

**Les Etats-Unis ne pourraient-ils pas soutenir d'autres candidats pro-impérialistes mais qui, aux yeux des Tunisiens, ne seraient pas associés à l'ère Ben Ali ?**

Ce serait difficile. Il y a bien une partie de la bourgeoisie compradore qui était lésinée par le système corrompu de Ben Ali. Mais cette élite n'est pas assez forte pour contrôler le mouvement populaire et n'a pas assez d'ancrage dans l'establishment pour s'imposer.

Les Etats-Unis avaient aussi pensé à une autre stratégie : il y a quelques mois, alors que Ben Ali était encore au pouvoir, l'ambassadeur US a rendu visite à un leader communiste en prison. Officiellement, une simple visite d'observation dans le cadre du respect des droits de l'homme. Officieusement, les Etats-Unis anticipaient le départ de Ben Ali et voulaient tâter

le terrain. Leur objectif était de monter les communistes contre les islamo-nationalistes, diviser la résistance à l'impérialisme pour mieux l'affaiblir. Mais les communistes tunisiens ne sont pas tombés dans le panneau. Ils connaissent très bien cette stratégie mise au point par Henry Kissinger dans les années 80 au Moyen-Orient. Ils ont publié une très bonne étude sur le sujet et savent qu'ils ne doivent pas recevoir des ordres de l'extérieur ni adhérer à des idéologies fabriquées par des puissances étrangères.

**Pourquoi les Etats-Unis ont-ils abandonné Ben Ali ? Avait-il été trop loin dans l'enrichissement personnel ? D'après un câble Wikileaks, l'ambassadeur US était très critique envers le système quasi-mafieux du président tunisien, la corruption organisée faisant obstacle aux investissements des entreprises étrangères.**

Ce n'est pas le problème. Les Etats-Unis ne s'inquiètent pas de la corruption. Au contraire, c'est un élément-clé du système de domination US sur les pays du Sud. En réalité, Washington était conscient de la situation interne en Tunisie et savait que Ben Ali ne serait plus en mesure de gouverner. Les Occidentaux doivent maintenant s'assurer que le remplaçant de Ben Ali continuera à défendre leurs intérêts. L'enjeu est de taille. La crise capitaliste cause de sérieux problèmes en Occident. A côté de cela, la Chine monte en puissance et accorde aujourd'hui plus de prêts que la Banque Mondiale et les puissances impérialistes réunis. Elle veut même racheter une partie importante de la dette de la zone euro d'une part parce qu'elle a des intérêts économiques avec les pays européens, d'autre part pour diviser les puissances impérialistes, l'Union Européenne étant historiquement associée aux Etats-Unis.

Dans pareil contexte, le mouvement populaire tunisien, sous l'égide d'un leadership révolutionnaire, pourrait instituer un gouvernement indépendant et profiter de cette situation d'un monde multipolaire. Les puissances impérialistes craignent que les pays qui étaient traditionnellement sous sa domination deviennent économiquement indépendants en se tournant aussi vers la Chine. La Tunisie pourrait construire des relations avec le géant asiatique en développant ses ports commerciaux. Et cela remettrait sérieusement en cause le concept de dialogue méditerranéen, cette extension de l'Otan aux pays de la méditerranée qui n'est pas un dialogue mais un pur instrument de domination occidentale.

**Un autre pays qui semble redouter la démocratie en Tunisie et dans la région : Israël. Le vice-premier ministre Silvan Shalom déclarait peu après la chute de Ben Ali que le développement de la démocratie dans les pays arabes menacerait la sécurité d'Israël. Ce pays, souvent qualifié de seule démocratie du Moyen-Orient, aurait-il peur de la concurrence ?**

Sous une façade démocratique, Israël est un Etat fasciste, un Etat d'apartheid. Dans la région, il ne peut donc s'allier qu'avec des Etats dictatoriaux répressifs, dirigés par des bourgeoisies compradore qui affaiblissent le corps de la nation arabe. Actuellement, ces Etats arabes sont des pays riches habités par des gens pauvres. Mais si un gouvernement démocratique, dans le sens complet du terme, émerge, il renforcera économiquement la nation arabe dans son ensemble. Et ce développement économique mènera à une alliance des pays arabes contre l'Etat raciste qui opprime les Palestiniens. Israël redoute cela évidemment.

De plus, il y a un très fort décalage entre les positions officielles des dictatures arabes et le sentiment populaire à propos du conflit israélo-palestinien. Depuis que le président égyptien Sadate s'est rendu en Israël en 1977, la position de l'Egypte est : « nous voulons la paix ».

Mais il s'agit d'une position imposée par la force à la population. Et l'actuel gouvernement égyptien ne se contente pas de maintenir des relations pacifiques avec Tel-Aviv. Il participe activement à l'étranglement de Gaza, alors que la majorité des Egyptiens est solidaire des Palestiniens.

C'est pareil pour l'alignement des dictatures arabes sur la politique de Washington. La Tunisie, l'Arabie Saoudite ou l'Egypte sont des alliés des Etats-Unis alors que les populations de ces pays sont anti-impérialistes. J'étais en Egypte lorsque Mountazer al-Zaïdi, le journaliste irakien, a lancé ses chaussures sur Georges W. Bush. La population égyptienne l'a célébré comme un héros. J'entendais des pères vouloir marier leur fille avec le journaliste. Et pourtant, le président égyptien Hosni Moubarak est l'un des plus fidèles alliés de Washington.

### **Pensez-vous que la révolution tunisienne, par un effet domino, pourrait entraîner la chute d'autres dictatures dans le monde arabe ?**

70% de la population des pays arabes a moins de trente ans et ne connaît que le chômage, la répression policière et la corruption. Mais tous ces jeunes veulent vivre. Et pour vivre, ils ont besoin de changement. C'est la réalité de chaque pays. Il n'y a donc même pas besoin d'un effet domino, les conditions objectives sont réunies pour que d'autres révolutions éclatent.

### **Les populations ne veulent plus vivre comme avant. Mais de leur côté, les classes dirigeantes sont-elles incapables de gouverner comme avant ?**

Evidemment. Et on le voit en Egypte actuellement. Il y a des policiers partout dans ce pays. Mais il est impossible de tout contrôler. Un Etat-policier a ses limites et ceux du monde arabe les ont atteintes.

De plus, l'information joue un rôle très important aujourd'hui. Les Tunisiens, les Egyptiens et les peuples du Tiers-Monde sont mieux informés grâce à Al-Jazeera d'un part ainsi qu'Internet et ses réseaux sociaux d'autre part. L'évolution des technologies de l'information a augmenté le niveau d'éducation et de conscience des gens. Le peuple n'est plus une masse de paysans illettrés. Vous avez beaucoup de jeunes très malins, avec un certains sens pratique, capables de contourner la censure et de mobiliser sur Internet.

### **Y a-t-il dans ces pays des forces d'opposition capables de guider des révolutions populaires ?**

Pourquoi la répression serait-elle si importante si ces dictateurs n'étaient pas en danger ? Pourquoi cette bourgeoisie compradore, tellement cupide, dépenserait-elle autant d'argent dans l'appareil répressif si elle ne craignait pas d'être renversée ? S'il n'y avait pas d'opposition, tout cela ne serait pas nécessaire.

### **Du côté des observateurs occidentaux, beaucoup craignent que la chute de ces régimes arabes favorise la montée de l'islamisme. Comme le résume si finement Christophe Barbier, directeur de la rédaction de L'Express, « mieux vaut Ben Ali que les barbus ». Ces craintes sur la montée de l'islamisme sont-elles fondées ?**

L'islamisme est devenu le préservatif de l'impérialisme. Les puissances occidentales justifient leur stratégie de domination dans le monde-arabo musulman sous couvert de lutter contre l'islamisme. On trouve des islamistes partout aujourd'hui. Bientôt, on trouvera



même des traces d'Al-Quaïda sur Mars si ça s'avère utile pour les impérialistes !

En réalité, l'Occident a toujours eu besoin de s'inventer un ennemi pour justifier ses visées hégémoniques et ses incroyables dépenses militaires (financées par les contribuables). Après la chute de l'Union soviétique et la disparition de l'ennemi communiste, c'est l'islamisme et Al-Quaïda qui ont joué les rôles des vilains méchants.

Mais l'Occident n'a aucun problème avec l'islamisme. Il s'accommode très bien de ce courant dans des pays comme l'Arabie Saoudite. Il a d'ailleurs lui-même favorisé la montée de mouvements islamistes pour contrer le nationalisme arabe à une époque. Le véritable problème pour l'Occident, c'est l'anti-impérialisme. C'est pourquoi il tente de discréditer n'importe quel mouvement populaire dans le monde arabe qui soit opposé à ses intérêts en y apposant le label « islamiste ».

Enfin, il ne faut pas être très malin pour penser que les dictatures arabes constituent des remparts contre la montée du fanatisme religieux. Au contraire, ces régimes répressifs ont conduit une partie de la population à se radicaliser. Qui pourrait se permettre de dire que tel ou tel peuple n'a pas droit à la démocratie ? Dans un pays réellement démocratique, différentes forces politiques peuvent émerger. Mais la bourgeoisie compradore au pouvoir dans les dictatures arabes ne peut pas convaincre la population. Elle ne peut même pas l'affronter de face. Pour défendre les intérêts impérialistes, vous devez donc empêcher d'autres forces politiques d'émerger car elles seront susceptibles de convaincre le peuple face à une élite corrompue. L'Occident a toujours cherché à maintenir les dictatures qui servaient ses intérêts en agitant l'épouvantail de l'islamisme. Mais les peuples arabes ont besoin de démocratie. Ils réclament cela aujourd'hui et personne ne peut pas aller contre ces revendications.

Source : [www.michelcollon.info](http://www.michelcollon.info)

**Mohamed Hassan** est un spécialiste de la géopolitique et du monde arabe. Né à Addis Abeba (Ethiopie), il a participé aux mouvements d'étudiants dans la cadre de la révolution socialiste de 1974 dans son pays. Il a étudié les sciences politiques en Egypte avant de se spécialiser dans l'administration publique à Bruxelles. Diplôme pour son pays d'origine dans les années 90, il a travaillé à Washington, Pékin et Bruxelles. Co-auteur de *L'Irak sous l'occupation* (EPO, 2003), il a aussi participé à des ouvrages sur le nationalisme arabe et les mouvements islamiques, et sur le nationalisme flamand. C'est un des meilleurs connaisseurs contemporains du monde arabe et musulman.

La source originale de cet article est [Michel Collon info](http://www.michelcollon.info)

Copyright © [Mohamed Hassan](http://www.michelcollon.info), [Grégoire Lalieu](http://www.michelcollon.info), et [Michel Collon](http://www.michelcollon.info), [Michel Collon info](http://www.michelcollon.info), 2011

Articles Par : [Mohamed Hassan](http://www.michelcollon.info), [Grégoire Lalieu](http://www.michelcollon.info),  
et [Michel Collon](http://www.michelcollon.info)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)